



Liste: PEPS "Pour une Écologie Populaire et Sociale"

**Liste citoyenne de gauche**

**menée par Cécile Lavergne, Conseillère  
consulaire sortante**

# En mai, je vote pour mes conseillers consulaires en Colombie !

## 1. Qu'est-ce qu'un conseil consulaire ?

C'est un organe de représentation des Français de Colombie qui émet des avis sur les questions consulaires ou d'intérêt général.

Ses domaines d'interventions regroupent les questions liées à l'éducation, l'emploi et à la formation professionnelle, ainsi que sur des thématiques culturelles et sécuritaires. En Colombie, le conseil consulaire est composé de 3 conseillers élus au suffrage universel direct.

## 2. À quoi sert un conseiller consulaire ?

- Le conseiller consulaire est un élu de proximité qui a pour mission de représenter les Français de Colombie dans leur diversité culturelle, sociale et géographique auprès des pouvoirs publics représentant la Présidence de la République française à l'international (Ambassade, Consulat). Il a ainsi pour responsabilité de transmettre les informations locales au député des Français de l'étranger qui représente l'Amérique latine.



**Le 29 mai prochain, vos conseillers consulaires de Colombie seront élus à l'Ambassade de France pour une durée de 5 ans. Afin de voter pour le renouvellement de vos conseillers, trois modes de vote sont disponibles pour les Français de Colombie inscrits sur les listes électorales :**

---

### **Le vote à l'urne.**

 Il se déroule au sein du bureau de vote dans lequel l'électeur a été convoqué et s'ouvre le samedi 29 mai à 8 heures (heure locale) et se clôt le samedi 29 mai à 18 heures (heure locale).

---

### **Le vote par internet.**

 Il est ouvert du vendredi 21 mai à midi (heure de Paris) au mercredi 26 mai à midi (heure de Paris). Les électeurs souhaitant participer au scrutin par internet doivent se rendre sur le site internet France Diplomatie.

---

### **Le vote par procuration.**

 Au cas où vous ne pourriez pas vous rendre dans votre bureau de vote le jour du scrutin, vous pouvez dès à présent établir une procuration en faveur d'une personne de confiance inscrite sur la même liste électorale consulaire que vous. Cela peut se réaliser au sein de votre consulat ou auprès d'un agent du consulat lorsque ce dernier se rend dans votre ville en tournée consulaire.

---



# DES CONSEILLERS CONSULAIRES POUR QUOI FAIRE ?

## LEUR RÔLE

1

Élus de proximité, ils représenteront les Français établis hors de France auprès des ambassades et des consulats, et siègent au Conseil d'Administration des lycées français



2

Ils pourront être consultés sur toute question concernant les Français de l'étranger



enseignement, aides sociales, emploi, formation professionnelle, etc

3

Ils participeront à l'élection des sénateurs des Français de l'étranger



## LEUR MANDAT

**443**



CONSEILLERS CONSULAIRES  
élus au suffrage universel direct



PENDANT

**6 ANS**

## RÉUNIS EN CONSEILS CONSULAIRES

Les conseils auront lieu au moins

**2** fois par an



Sous la présidence de l'ambassadeur ou du consul général.



**1** \_\_\_\_\_ **9**

CONSEILLERS Y SIÈGERONT

(en fonction du nombre de Français inscrits dans la circonscription consulaire concernée).



# NOTRE PROGRAMME

Le Français de Colombie a changé et ses aspirations aussi ! Ce n'est plus seulement le diplomate, l'enseignant ou le représentant d'une multinationale. De nombreux jeunes arrivent en échanges universitaires ou comme volontaires de solidarité internationale et décident de s'y installer, tandis que d'autres viennent tenter leur chance en Colombie et créent leur propre entreprise.

Beaucoup de nos compatriotes sont donc employés localement, sans relation directe avec la France. D'autres séjournent pour une durée plus courte. Les situations sont diverses, plus hétéroclites et obligent à ce que le système français s'adapte à ces nouvelles situations.

## Une éducation plus juste et solidaire

À travers le monde et en Colombie, les tarifs des lycées français augmentent. Nous observons le désengagement progressif de l'État du réseau des lycées français. Les budgets y sont gelés et l'enveloppe des bourses scolaires en constante diminution. Les personnels et les établissements dépendent toujours plus de conseils d'administration locaux, où l'État n'a plus que des représentants qui ont une voix consultative. Or, les décisions des conseils d'administration ne sont pas toujours en faveur des élèves et de leurs parents.

En tant que conseillère consulaire depuis 2014 et en accord avec mes co-listiers, j'ai agi pour une inclusion, aujourd'hui réelle, des conseillers au sein des conseils d'établissements des lycées français.

Au sein de cette instance, j'ai pu défendre une plus grande justice sociale des élèves inscrits aux lycées, une stabilisation des tarifs ainsi qu'une meilleure gouvernance institutionnelle selon les principes suivants :

- Les enfants de nationalité française devraient être admis sans condition de ressources.
- Les lycéens français ne doivent pas être déconventionnés.

Nous refusons la logique mercantile car pour nous, l'enseignement français doit être ouvert à tous les enfants de nationalité française sans condition de ressources. Non au désengagement financier de l'État du réseau éducatif français à l'étranger ! Non au déconventionnement des lycées !



## PROPOSITIONS

1. Rendre les conseillers consulaires membres de droit avec voix délibératives au sein des conseils d'administration des lycées français.
2. Réduire les coûts de la scolarité afin que ce ne soit pas un obstacle à l'accès des élèves français.
3. Adapter le système des bourses aux situations de famille de classe moyenne qui ne bénéficient d'aucune aide de leur employeur, ni de bourse.
4. Elargir les offres éducatives complémentaires là où il n'existe pas de lycée français (filières bilingues francophones dans les établissements locaux ; promotion et accès à des offres du CNED adaptées ; développement du dispositif Français langues maternelle).
5. Développer des moyens pour faciliter l'accès aux études universitaires en France : étendre la caution locative étudiante, meilleure prise en compte du critère « éloignement » dans l'attribution de logements universitaires.
6. Utiliser les fonds non utilisés de l'enveloppe consacrés aux bourses scolaires pour développer dans nos lycées des programmes de lutte contre les discriminations et de la lutte contre le harcèlement.



7. Favoriser le recrutement d'enseignants titulaires de l'Éducation Nationale pour les EGD et conventionnés et supprimer le décret qui limite la durée du détachement à 6 ans. Éventuellement, créer une Académie de l'enseignement Français à l'étranger pour faciliter ces recrutements et la mobilité internationale des enseignants et personnels.

8. Lutter contre la précarisation et travailler à l'harmonisation des rémunérations et avantages sociaux entre salariés de droit français et contrats locaux, dans tous les établissements du réseau AEF. Mettre en place des conventions collectives internationales et une charte sociale de respect des droits des travailleurs pour obtenir le label AEF, en particulier leur droit à être représentés dans les instances.

## Une égalité des Français de l'étranger devant l'accès à la santé et à la retraite

Durant mon premier mandat, j'ai par exemple aidé 75 de nos compatriotes à percevoir leur retraite française, de même en santé et sur la fiscalité en conseillant plusieurs dizaines de français(es) qui m'ont consulté sur ces sujets.

Le modèle social français, attaqué depuis des décennies par les libéraux et l'actuel gouvernement en particulier, comporte un volet, unique au monde, d'accompagnement social des Français•e•s résidant à l'étranger. La France promeut la solidarité avec ceux qui, même s'ils vivent hors du territoire national, se trouvent en situation de précarité ou de handicap.

Les budgets consacrés à ces aides ont eux aussi connu une tendance à la baisse alors que nos concitoyen•e•s à l'étranger sont de plus en plus nombreux. La pandémie de COVID-19 et ses conséquences montrent actuellement l'urgence d'un renforcement des aides sociales à nos compatriotes dans le monde, comme le proposent les écologistes. Il est nécessaire d'obtenir la continuité de la protection sociale pour tous les Français de l'Étranger.



## PROPOSITIONS

9. Diminuer la cotisation de base à la caisse des Français de l'Étranger pour les personnes les plus en difficulté.
10. Assurer la prise en charge des soins lors des périodes de retour en France par l'obtention d'une carte vitale permanente. Ajustement du niveau de l'aide aux personnes en fonction des évolutions du coût de la vie locale et du taux de change.
11. Aménager la fiscalité des retraités qui perçoivent une petite retraite.
12. Faciliter les démarches d'obtention de la retraite et pension de réversion.

### Un exercice facilité de la citoyenneté française à l'étranger

Durant mon premier mandat, j'ai effectué 149 permanences, dont 47 en province afin d'orienter nos compatriotes dans leurs démarches administratives.

Les services publics de la France à l'étranger sont mis à mal par des décisions politiques successives : RGPP sous le Président Sarkozy, MAP sous la présidence Hollande, Action Publique 2022 pour le Président Macron. Toutes ces politiques n'avaient qu'un seul but, diminuer les effectifs dans les postes consulaires, coûte que coûte : fermeture de consulats, vente de bâtiments historiques, abandon d'actes de service public... Une hémorragie à arrêter d'urgence ! Nous souhaitons redynamiser notre réseau consulaire, le rendre attractif, efficace, accessible, citoyen et public.

Nous défendons une action publique désintéressée du profit financier et qui mette l'écologie politique au cœur de son action.

Nous sommes pour le maintien des services publics dans les Consulats et l'arrêt de l'hémorragie budgétaire, le refus des partenariats public-privé systématiques et des accès payants aux services des ambassades.

Nous réaffirmons les principes de bi-nationalité, de mariages mixtes, sans graduation du niveau de citoyenneté qui sont des principes forts que nous nous efforcerons de défendre.

## PROPOSITIONS

13. Développer un « e-consulat » offrant l'ensemble des services consulaires.
14. Développer la possibilité des votes électroniques pour toutes les élections.
15. Décentraliser l'accès à la citoyenneté (élections, passeport).
16. Mener à davantage de consultations des Français de Colombie et de leurs attentes vis-à-vis du consulat par la mise en place de questionnaires « Être Français en Colombie ».
17. Élaborer un suivi de la réforme de FranceConnect afin de permettre aux Français de l'étranger une simplification de leurs démarches en ligne.

## Protection de l'environnement

## PROPOSITIONS

18. Demander l'accompagnement des établissements francophones dans une démarche globale de développement durable (label E3D), dans leur mode de fonctionnement (énergie, eau, déchets...) ainsi qu'à travers les enseignements délivrés. Conditionner l'homologation de tout nouvel établissement à la démarche d'obtention du label E3D.
19. Permettre l'élargissement du programme STAFE, qui contribue au rayonnement de la France et au soutien des Français à l'étranger, aux projets aidant à la lutte contre le changement climatique et à la sauvegarde de la biodiversité.



## Emploi

Notre monde globalisé a entraîné de nouvelles dynamiques. Entrepreneurs français, jeunes étudiants, salariés ou encore chercheurs viennent s'installer à l'étranger et en Colombie, et décident de passer une partie de leur vie hors de la France.

Ces concitoyens sont souvent isolés, insuffisamment épaulés, voire méconnus de ceux qui sont restés en métropole. Il nous faut innover et trouver des formes de soutien plus adaptées à ces parcours professionnels et ces aventures économiques.

### PROPOSITIONS

20. Soutenir le dispositif BOOST créé par la Chambre de Commerce franco-colombienne en avril 2021 qui vient de recevoir une subvention STAFE en renforçant la connexion entre offres et demandes d'emploi, en accompagnant les personnes les plus éloignées de l'emploi : jeunes non diplômés, demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs handicapés...

21. Organiser des rencontres entre entrepreneurs français et représentants de Fondations, organisations sociales, etc.

22. Maintenir les droits à la formation tout au long de la vie aux Français salariés en Colombie mais ayant acquis des droits à la formation en France.

## Culture

Alors que la France est à l'origine de la « diplomatie culturelle », aujourd'hui elle ne cesse de se désengager. Le rayonnement de la culture française mérite mieux que cela, il doit être développé. Les Instituts français et Alliances Françaises doivent se consacrer à ce qu'ils font le mieux : diffuser la culture française et faire vivre la France auprès des communautés éloignées de leur pays d'origine.



## PROPOSITIONS

23. Rendre les conseillers consulaires membre de droit des conseils d'administration des Alliances Françaises.

24. Soutenir l'action culturelle et linguistique en Colombie : rétablir la couverture du réseau culturel français en Colombie, maintien de TV5 monde sur l'ensemble des bouquets de télévision par satellite.

## Sécurité

Membre pendant 7 ans de la Commission Sécurité des Biens et des Personnes de l'Assemblée des Français de l'Étranger, la sécurité, quelle soit sanitaire, physique, sociale ou environnementale, est un thème qui me tient à cœur. J'ai notamment fait adopter une prise en charge à la fois psychologique, juridique et médicale pour les compatriotes victimes de violence sexuelle et conjugale (cf. Guide des victimes à l'Étranger) par les Consulats. En terme de prévention, des efforts sont à faire ainsi qu'une meilleure sensibilisation et formation aux exercices de gestion des crises.

## PROPOSITIONS

25. Poursuivre les sessions de prévention et préparation aux urgences auprès de la communauté française (Ex : diffusion du système d'ilotage).

26. Préparer davantage en amont les postes à la gestion de crise.

27. Mettre en place des réunions systématiques du conseil consulaire lors de crises majeures (sanitaire, sécuritaire, économique, environnementale, etc.) et association dudit conseil à leur gestion.

28. Créer dans les consulats et ambassades des commissions d'aide aux femmes, aux hommes et aux enfants victimes de violences familiales, commissions auxquelles participent les élus des FdE.



## Représentation des Français de l'Étranger :

L'actuel système représentatif des Français hors de France est, à l'image du jacobinisme français, pyramidal. Les citoyens élisent les Conseillers des Français de l'étranger, ces derniers élisent à leur tour en leur sein des Conseillers à l'Assemblée des Français de l'Étranger, voire des sénateur•trice•s. Nous proposons de rapprocher les élus des citoyens et de leurs préoccupations premières et spécifiques, par continent.

### PROPOSITIONS

29. Renforcer la place des élus dans les activités des instances diplomatiques françaises en Colombie par la mise en place de réunions spécifiques des Conseillers des Français de l'Étranger et d'une réunion annuelle avec l'ambassadrice afin de croiser leur réalité et partager leurs projets.

30. Réclamer la mise en place de 5 AFE continentales (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Afrique, Europe/Méditerranée, Asie) pour coller au plus près des préoccupations locales. Ces « AFEC » se réuniront tous les ans dans un pays différent, en présence de tous les Conseillers des Français de l'étranger du continent et en présence du secrétaire d'État en charge des FdE.



## Cécile Lavergne

1



Née à Toulouse en 1984, Cécile réside en Colombie depuis 13 ans entre Bogota et Barranquilla. Stagiaire au service de coopération de l'Ambassade de France en 2005, elle tombe sous le charme de la Colombie et décide en 2008, après Sciences Po Aix et un master en Action humanitaire internationale de s'installer en Colombie où elle réalise

un Doctorat en Etudes Politiques à l'Externado. Fondatrice et Directrice de l'ONG CLEO depuis 4 ans, elle réalise des projets de développement sur la côte caraïbe et des missions de conseil en gestion de projet dans tout le pays.

Militante EELV depuis 8 ans, elle est élue Conseillère Consulaire de Colombie en mai 2014 et en juin 2014, Conseillère à l'Assemblée des Français de l'Etranger pour l'Amérique Latine, plus jeune élue de cette Assemblée.

## Colin Gavignet

2



Français et Américain de naissance. Enseignant d'anglais au Lycée Louis Pasteur de Bogota depuis 2004. Diplômé de l'université de Nanterre en Économie et Anglais. Il arrive en Colombie en 2003 pour rejoindre sa future épouse.

Dès son arrivée au Lycée Français, Colin a un rôle actif dans le syndicat colombien Sintralif ainsi que dans le syndicat français, le SNES. Ces activités et son vécu lui permettent d'avoir une vision sur long terme de la vie du lycée. Ses hobbies sont le cyclisme, le théâtre et le Yoga.

## Anne-Lise Hering

3



Originaire d'Alsace, Anne-lise est actuellement responsable de la bibliothèque scolaire du Lycée Français de Medellin. Arrivée en Colombie dans le cadre d'un projet culturel des Saisons Croisées France Colombie de l'Institut Français en

2017, elle œuvre pour la promotion de la lecture auprès du jeune public avec conviction, en participant notamment à un projet d'accès à la connaissance au sein de l'ONG Bibliothèques Sans Frontières.

Concernée par les questions d'éducation au sens large, ayant travaillé dans divers contextes socioculturel en France et à l'étranger, Anne-lise est consciente que son travail auprès des plus jeunes est essentiel pour l'avenir d'un développement durable dans toutes ses dimensions que ce soit en Colombie ou ailleurs dans le monde. Après la lecture, ses passe-temps favoris sont les sorties dans la nature, écouter des podcasts et découvrir les savoir-faire gastronomiques, culturel et artisanaux du pays dans lequel elle vit.



## Jean-Francois Chauderge

4

Né en 1945 à Paris, marié à une colombienne et père de deux enfants, Jean-François réside à Bogotá depuis plus de 20 ans

Ce professeur de mathématiques a réalisé son rêve en devenant luthier et fabricant de clavecins, pour les plus grands musiciens baroques. Impliqué dans la vie des français à l'étranger, il est membre de l'ADFE depuis plus dix ans et réalise des permanences informatives au service de nos compatriotes tous les mois à l'Ambassade.



## Claire Launay Gama

5

Directrice de programmes à Transparencia por Colombia, Bogotá (chapitre colombien de Transparency International) et chargée de recherche à l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et Caraïbe (OPALC) de Sciences Po, Paris.

Elle a travaillé dans différentes ONGs en France, Afrique et Colombie ainsi qu'avec des Universités et centres de recherche français et colombiens et a développé une expertise sur les thématiques de droits de l'homme, théorie et pratique de la gouvernance, lutte contre la corruption, élections et participation citoyenne dans l'action publique.

En Colombie depuis 18 ans, Claire est mariée à un colombien et maman de deux enfants au Lycée français de Bogota.



## Lorenzo Uribe

6

Né en 1991 à Bogotá, de mère française et de père colombien, Lorenzo réalise ses études au Lycée Français de Bogotá puis à Sciences Po Paris (cycle Amérique Latine) où il obtient un master en économie.

Il travaille ensuite à l'OCDE et à la Banque Mondiale au Ghana dans des projets de recherche en économie du développement. Avec la signature des accords de paix entre le gouvernement colombien et les FARC en 2016, il décide de retourner en Colombie pour participer à la mise en œuvre des accords au « Departamento Nacional de Planeación », avant de devenir assistant économique du Sénateur Iván Marulanda, du Parti vert, où il travaille actuellement.

# ELECTION 2021

DES CONSEILLERS DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

## COMMENT VOTER ?

PAR INTERNET



AU BUREAU DE VOTE



PAR PROCURATION



## POURQUOI CHOISIR LE VOTE PAR INTERNET ?



SÉCURITÉ



FACILITÉ

## COMMENT VOTER PAR INTERNET ?



VOUS RECEVEZ  
VOTRE IDENTIFIANT  
PAR SMS



VOUS RECEVEZ VOTRE MOT  
DE PASSE PAR COURRIEL



VOUS VOTEZ





*Cécile Lavergne représente les Français de Colombie depuis 2014, elle a accompli un travail remarquable au service de la communauté. Accessible, disponible et dévouée. La liste qu'elle conduit (PEPS) rassemble les générations, les compétences et la diversité des Français•e•s de Colombie. Je lui apporte tout mon soutien.*

**Sergio Coronado, ancien député EELV pour l'Amérique latine et les Caraïbes.**



*Pour poursuivre le travail effectué depuis 2014 et apporter à nos Français de Colombie la transition écologique et sociale que nous attendons, j'apporte toute ma confiance à la liste PEPS et Cécile Lavergne !*

**Eva Joly, candidate EELV à l'élection présidentielle 2012 et ancienne députée européenne.**



*Elue de terrain qui a su protéger les couleurs de l'écologie solidaire depuis 2014, tout mon soutien à Cécile Lavergne et sa liste pour préserver nos valeurs sociales et environnementales en Colombie !*

**Esther Benbassa, sénatrice EELV depuis 2011 dans le Val-de-Marne, puis à Paris.**





Liste: PEPS "Pour une Écologie Populaire et Sociale"

**Liste citoyenne de gauche**

**menée par Cécile Lavergne,  
Conseillère consulaire sortante**

